

L'EAU... INDISPENSABLE A LA VIE...

Ouvrir un robinet pour remplir un verre d'eau ou une casserole, se doucher, laver son linge, nettoyer... autant de gestes simples et naturels pour nous. Et pourtant ! 1 homme sur 5 dans le monde n'a pas accès à l'eau. L'eau est un bien commun dont tous devraient pouvoir disposer pour mener une vie digne dans le respect des générations futures et de toutes les espèces vivantes. On est parfois bien loin du compte....

L'eau, service public...

Dans nos pays où elle coule en abondance, c'est sa qualité qui fait problème. Nos modes de production et de consommation destructeurs des ressources naturelles l'ont tellement mise à mal qu'il faut maintenant investir des sommes colossales pour la rendre à nouveau propre à la consommation.

L'Europe, explique le ministre Benoît Lutgen, sur les plateaux de la RTBF (1) a fixé un cadre relativement strict en matière d'épuration et d'entretien des réseaux. Certes, le prix de l'eau a augmenté suite aux investissements nécessaires mais la Belgique se situe en dessous de la moyenne européenne. Et le ministre de se féliciter de ce que la gestion reste publique, privatiser ce bien précieux serait pure folie, ajoute-t-il.

Les défenseurs de l'environnement plaident pour davantage d'incitants à l'économie. Ils réclament la mise en place d'un système dissuasif : plus je consomme, plus je paie.

Le système de facturation appliqué en Belgique diffère d'une région à l'autre comme l'explique Xavier Dupret, chercheur au GRESEA (2).

En Flandre, la facture des ménages a explosé. La hausse des prix atteint plus de 69 % dans certaines communes. Cette augmentation s'explique par la mise en œuvre d'un nouveau principe de facturation du service public de l'eau en Europe : le coût-vérité. Le prix de l'eau, dit une directive européenne, doit refléter les coûts consentis pour fournir aux citoyens une eau de qualité. Il ne s'agit pas pour Xavier Dupret « d'une volonté de remettre la gestion de l'eau comme bien public aux principes du marché » mais de répondre à une demande accrue en eau de qualité. Ceci dit, l'application de ce coût-vérité fragilise la gestion en termes de missions de services publics et on peut se demander à raison si tout le monde pourra encore à l'avenir payer les services de l'eau ?

En Belgique, les services de captage, traitement et distribution dépendent du secteur public. Ils font partie des services collectifs de base, indispensables à la vie des citoyens et de la société. L'eau est un service public régionalisé.

En Wallonie, l'application du coût-vérité se traduit par un prix unique pour chaque m³ d'eau. La tarification est surtout dégressive pour les gros consommateurs (industrie et agriculture). Un tarif unique (revu à la hausse) est-il compatible avec une certaine forme de solidarité entre groupes sociaux (les agriculteurs et les industriels, les ménages défavorisés et les autres ?) tout en tenant compte que l'eau est une ressource rare, s'interroge Xavier Dupret ?

A Bruxelles, où la nouvelle tarification ne concerne que les ménages, tout est mis en œuvre pour faire baisser la consommation. Le système du m³ facturé à un prix unique a fait place à un calcul par tranches de consommation : vitale, sociale, normale et confort. Les ménages précarisés sont ainsi assurés de bénéficier d'une eau de qualité en quantité suffisante.

L'eau doit rester du ressort de l'autorité publique. Le service public répond à un besoin collectif, écrit Xavier Dupret. « Mis à disposition des plus pauvres (puisque'une importante partie du coût final est prise en charge par la collectivité), à des conditions compatibles avec leurs moyens, il a un effet de redistribution et de correction des inégalités en toute indépendance au marché », relève le chercheur.

L'eau, marchandise

Ce n'est pas le cas partout. En Bolivie par exemple, l'eau a été détournée au profit d'entreprises qui la vendent au prix qu'elles fixent elles-mêmes. Beaucoup de pauvres ne savent pas la payer et s'approvisionnent à l'eau des rivières avec les conséquences sanitaires que l'on peut imaginer. L'actuel président, Evo Morales, a entrepris, avec beaucoup de difficultés, de récupérer toutes les richesses naturelles du pays.

Dans les pays du Sud, la question de l'eau se pose plus en termes d'inégalités qu'en termes de manque. 4.500 enfants meurent chaque jour faute d'eau potable. 2,6 milliards de personnes vivent sans latrines. 30 milliards de dollars suffiraient pour résoudre ce problème mais on ne les a pas alors qu'on a trouvé des milliards pour sauver les banques ! Les riches n'investissent pas dans les pays pauvres, remarque Riccardo Petrella, économiste et président de l'Institut Européen de Recherche sur la Politique de l'Eau (IERPE), à la RTBF (1). Les inégalités face à l'eau sont le reflet des autres inégalités, précise-t-il. Tandis qu'un Africain consomme 50 litres d'eau par jour, un Nord-Américain en consomme 600. En Belgique, on trouve 1 robinet tous les 6 m, au Bénin, il faut parcourir 12 km pour remplir une bassine d'eau... et 12 km pour la ramener. Dans notre pays, une grande part de l'eau s'en va...dans les toilettes ! Au Brésil, l'eau est surexploitée pour produire du soya qui sera exporté pour nourrir notre bétail tandis que plus de 40 millions de Brésiliens meurent de faim. Le pays envisage d'augmenter sa production d'agro-carburants, gourmands en eau douce.

Des régions pauvres en eau comme la Péninsule arabique ou Israël ont les moyens d'investir dans des technologies sophistiquées de dessalement des eaux et ainsi de continuer à irriguer leurs cultures d'exportation mais aussi d'approvisionner en eau leur industrie nucléaire et touristique.

Tandis que certains gaspillent ce bien précieux, d'autres meurent parce qu'ils en sont privés ou parce qu'ils sont victimes de guerres engagées pour son contrôle. Pour Riccardo Petrella, l'eau redevient la grande question sociale de ce début du XXI^e siècle. « Le XXI^e siècle sera marqué par la question du droit à la vie pour tous contre la prétention (pour l'instant gagnante) du capital financier d'être propriétaire de la vie sur la planète (y compris l'eau), de toutes les formes de vie. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'eau en tant que question sociale de cette première partie du siècle. » (3)

L'eau appartient à tous et son accès est un droit individuel et collectif. Soutenons ceux qui défendent le service public et restons vigilants. L'eau privatisée et réservée à ceux qui savent se la payer est une réalité dont nous ne sommes pas à l'abri. Profitons aussi de la crise pour modifier nos habitudes de consommation. Pourquoi, par exemple, continuer comme une grande partie de nos compatriotes à boire de l'eau en bouteille qui est 100 fois plus chère que l'eau du robinet, de qualité et très réglementée ? C'est de l'argent en plus dans notre porte-monnaie et une pression en moins sur l'environnement car l'eau en bouteille implique énergie donc pollution et contribution au réchauffement de la planète ! Apprenons aussi à nous méfier de l'eau virtuelle. Elle sert à produire et exerce également une pression forte sur l'environnement là où très souvent il y a pénurie d'eau. Savez-vous que pour produire 2 feuilles de papier, il faut 20 litres d'eau ? Qu'un œuf nécessite 135 litres pour produire le maïs qui nourrira la poule ? Qu'une bière demande 75 litres d'eau pour être produite et qu'une tasse de café 140 ? (1).

Pour Riccardo Petrella, l'espoir est de mise : de plus en plus de gens comprennent que notre type de développement économique ne peut pas se poursuivre, qu'il est nécessaire de penser autrement, de penser que l'humain existe (1). En écho ces paroles de Jean Ziegler, ex-rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies : « Une conscience nouvelle, une formidable fraternité de la nuit, une multitude infinie de fronts de résistance locaux sont en train de naître. Une nouvelle société civile planétaire surgit de la coalition de toutes ces consciences réveillées. Elle porte l'espoir d'un monde promis à la justice, à la raison, au bonheur. » (4)

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

- (1) RTBF, Planète Nature, 31-11-2008.
- (2) Xavier Dupret, Journée d'étude ACRF, septembre 2008.
- (3) Riccardo Petrella et Alain Adriaens, L'eau, question sociale du XXIème siècle, Etopia, septembre 2008.
- (4) Jean Ziegler, L'empire de la honte, Fayard, 2005, Edition mise à jour en 2007.

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

